

Impôt sur le revenu

M. Nielsen: Encore une fois, le secrétaire parlementaire ne comprend pas vraiment les règles de la pertinence. Oui, je le lui concède, nous étudions présentement la loi de l'impôt sur le revenu. Le gouvernement sollicite le pouvoir d'imposer les Canadiens afin de pouvoir rémunérer ses amis à raison de \$925 par jour dans le cas de MacDonald et d'accorder de lucratifs contrats à des architectes, amis intimes du premier ministre comme M. Erickson qui construira notre ambassade. Les journaux ont publié toute une liste de cas semblables l'autre jour. Je suis étonné que le secrétaire parlementaire n'en ait pas entendu parler.

Le vice-premier ministre se doit à lui-même, au pays et à son premier ministre de parler.

Tout cela nous ramène donc à ce qui s'est passé aujourd'hui lorsque le ministre des Finances est intervenu sous prétexte d'un rappel au Règlement pour apporter encore une autre correction à ses déclarations précédentes. Il a été présent toute la semaine. Même en acceptant le fait qu'après avoir consulté ses dossiers durant une fin de semaine il savait le 21 février qu'il avait déjà eu connaissance du projet, il avait alors le devoir de faire l'effort d'en parler avec le vice-premier ministre et d'informer immédiatement la Chambre que les déclarations trompeuses du premier ministre ne tenaient plus. Il aurait pu téléphoner. C'est très étrange, mais c'est comme si toute la technologie que nous a léguée Alexander Graham Bell pour faciliter les rapports et les conversations privées n'existait plus. Les ministres se sont mis à écrire des lettres au lieu de téléphoner. Le ministre aurait dû nous en aviser immédiatement, mais non.

• (1600)

J'ai une ou deux remarques à faire avant de finir. Ayant mentionné l'imposition des prestations aux employés dans le Nord, je voudrais maintenant parler d'un autre document du cabinet dont je viens de prendre connaissance.

M. Smith: A propos de la loi de l'impôt sur le revenu, je présume.

M. Nielsen: Publié sous les auspices du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Munro), il concerne les modifications à apporter à la loi sur les eaux intérieures du Nord, afin d'édicter des règlements qui auraient pour effet de donner le coup de grâce à l'industrie de l'extraction de l'or au Yukon. Le gouvernement s'est attaqué à l'industrie minière de la roche dure du Yukon et a fini par en venir à bout, et il s'apprête à en faire autant de l'industrie de l'extraction de l'or. Il n'arrivera pas à modifier comme il le désire la loi sur les eaux intérieures du Nord. Il ne pourra pas non plus modifier ou remanier de fond en comble la loi sur l'extraction de l'or, car nous comptons bien nous y opposer sur toute la ligne.

Étudions un peu l'attitude du gouvernement. Les libéraux déclarent avec hypocrisie: «Nous allons respecter l'esprit de la loi sur le droit à l'information. Nous révélerons davantage de choses aux députés sur les affaires de l'État. Nous renseignons les Canadiens davantage sur ce que nous faisons au gouvernement».

Je vais vous lire un extrait d'un document du cabinet émanant du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien au sujet des modifications à la loi sur les eaux intérieures du Nord.

M. Smith: C'est de l'impôt sur le revenu qu'il est question.

M. Nielsen: «Nous n'avons pas l'intention»... le secrétaire parlementaire m'a interrompu. Je viens de dire que les libéraux ne comprenaient pas ou ne voulaient pas comprendre le Nord. C'est sûrement le cas du secrétaire parlementaire. Je veux parler d'une industrie qui extrait 93 p. 100 de l'or alluvionnaire canadien, et la décision gouvernementale, compte tenu des audiences qui se tiennent à l'heure actuelle à Whitehorse coûtera à cette industrie en activité au Yukon 270 millions de dollars.

M. Smith: Je suis persuadé que c'est important, mais...

M. Nielsen: En impôts!

M. Smith:... cela n'a rien à voir avec la loi de l'impôt sur le revenu.

M. Lewis: On s'en moque!

M. Nielsen: Conformément au nouvel esprit d'aventure du gouvernement qui a mis tous ces renseignements à la disposition des députés, je me permets de citer un document du cabinet parrainé par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien; voici: «Il n'est pas prévu d'annoncer publiquement la décision de modifier la loi, ni de convoquer des audiences publiques, ni d'expliquer les amendements, ni d'obtenir des réactions et des observations». Voilà quelle est l'attitude du gouvernement.

M. Kempling: C'est de la dictature!

M. Nielsen: Il agit en secret, furtivement, de peur que des députés ou des associations leur fassent des suggestions intéressantes. Voilà comment le gouvernement conçoit la démocratie active. Il peut faire une croix sur de quelconques modifications à la loi sur les eaux intérieures du Nord ou à la loi sur l'extraction de l'or dans le Yukon, étant donné qu'il refuse de consulter les représentants du secteur privé ou les habitants du Yukon qu'il a carrément exclus des audiences publiques qui se tiennent depuis deux ou trois jours dans le Yukon. Le secteur privé n'est même pas autorisé à déposer lors des audiences auxquelles participent essentiellement des bureaucrates d'Ottawa et des fonctionnaires des ministères fédéraux qui représentent 70 p. 100 des témoins.

Je suis désolé de ne pas avoir réussi à convaincre le secrétaire parlementaire du président du Conseil privé (M. Smith)...

M. Smith: Au moins je vous ai écouté.

M. Nielsen:... du lien entre ce que j'ai dit et le projet de loi à l'étude. Si j'ai échoué, c'est parce qu'il n'est pas capable de le voir, ou qu'il s'y refuse. C'est un libéral borné. Il porte des ceillères comme tant de ses collègues libéraux. Ils se figurent tous qu'ils sont élus de droit divin et que le Parlement leur appartient. Ils se pensent les seuls capables de diriger le pays et qu'il devrait y avoir un gouvernement unique, car ils sont les seuls à pouvoir assurer les destinées du pays. Compte tenu de la conduite des membres du gouvernement, comme on a pu le voir ces deux dernières semaines, si les Canadiens se laissent convaincre par les libéraux que leur parti est le seul en mesure de gouverner, que Dieu nous vienne en aide, car je suis convaincu du contraire, comme tous mes collègues de l'opposition d'ailleurs. Nous ne raterons pas l'occasion de nous débarrasser de ce gouvernement de canailles pour mettre en place une nouvelle équipe.